La situation des droits de l'Homme au Burundi reste "très préoccupante" selon l'ONU

UN News Centre, 22 mars 2016 Burundi : un responsable de l'ONU en charge des droits de l'homme juge la situation toujours prÃ©occupante Le Sous-SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies aux droits de l'homme, Ivan Simonovic (photo), a dÃ©clarÃ© mardi devant le Conseil des droits de l'homme Ã GenÃ¨ve que la situation au Burundi restait trÃ¨s prÃ©occupante en matiÃ¨re de droits humains, prÃ¨s d'un an aprÃ¨s le dÃ©but de la crise politique dÃ©clenchÃ©e par la dÃ©cision du PrÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza de se prÃ©senter pour un troisiÃ¨me mandat.

Pour M. Simonovic, les violations des droits de l'homme actuelles au Burundi n'affectent pas seulement l'avenir du pays, mais aussi celui de toute la rÃ©gion des Grands Lacs. Au 4 mars, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les rÃ©fugiÃ©s (HCR) faisait Ã©tat d'environ 250.000 rÃ©fugiÃ©s burundais dans les pays voisins. Le Sous-SecrÃ©taire gÃ©nÃ© s'est rendu rÃ©cemment au Burundi, a rappelÃ© qu'entre le dÃ©but de la crise en avril 2015 et le 1er mars dernier, au moins 474 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es et que 36 autres auraient Ã©tÃ© victimes de disparitions forcÃ©es. Plus de 4.950 personne Ã©tÃ© dÃ©tenues dans le contexte de la crise, dont 1.834 le restent encore. Il y a eu 496 allÃ©gations de tortures ou de mauvais traitements. M. Simonovic a indiquÃ© que 41 personnes dÃ©tenues figurant sur une liste de 125 prisonniers politiques ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©es la semaine derniÃ¨re. Il y a vu le signe d'efforts pour rÃ©tablir l'Ã©tat de droit et il a exhortÃ© autoritÃ©s burundaises Ã libÃ©rer tous les autres dÃ©tenus politiques. Faisant Ã©tat de diverses arrestations rÃ©centes, mai aussi d'intimidations, de harcÃ¨lements et de tortures, il a rappelÃ© l'espace extrÃªmement rÃ©duit dont bÃ©nÃ©ficie aujourd'hui la sociÃ©tÃ© civile. Le Sous-SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral a dÃ©clarÃ© avoir pris note du rÃ©cent rapport de la comm d'enquÃªte mise en place par le MinistÃ¨re de la justice du Burundi et dirigÃ©e par le Procureur gÃ©nÃ©ral du pays aprÃ¨s les allÃ©gations d'exÃ©cutions extrajudiciaires lors des Ã©vÃ©nements du 11 dÃ©cembre dernier. Il a toutefois demandÃ© d'autr enquÃªtes, Â« plus approfondies et beaucoup plus crÃ©dibles Â» sur les nombreuses dÃ©couvertes de fosses communes dans le pays et a offert les services de mÃ©decine lÃ©gale du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) au Burundi. M. Simonovic a notÃ© qu'en sus des violations des droits de l'homme imputÃ©es aux forces armÃ©es, aux services de renseignements et Ã la milice Imbonerakure associÃ©e au parti au pouvoir, l'apparition en dÃ©cembre de deux groupes d'opposition armÃ©e au gouvernement est venue ajouter Ã la violence. Les attaques armÃ©es des 11 et 12 dÃ©cembre et les exÃ©cutions extrajudiciaires qui les auraient suivies tÃ©moignent de ce cycle de violence, de mÃªme que les attaques quotidiennes Ã la grenade. Il s'est fÃ©licitÃ© de l'accord donnÃ© par le gouvernement du Burundi Ã premiÃ¨re mission de l'Ã©quipe d'experts indÃ©pendants mandatÃ©e par le Conseil des droits de l'homme, qui s'est rendue sur place du 1er au 8 mars dernier. De son cÃ´tÃ©, le Rapporteur spÃ©cial sur les exÃ©cutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns, a rendu compte de cette mission d'experts. Il a dÃ©clarÃ© qu'un faisceau d'indices montre que des exÃ©cutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, de mÃªme que des actes de torture, de disparitions forcÃ©es ont eu lieu durant la crise et peuvent Ãªtre attribuÃ©s, dans certains cas, Ã l'Ã‰tat, dans d'autres, Ã l'opposition armÃ©e. La mission d'experts a notamment recommandÃ© la prÃ©sence d'observateurs internationaux dans les quatre districts de Bujumbura les plus touchÃ©s par la violence, l'arrÃªt des violences et des discours irresponsables de la part d'acteurs politiques, et l'ouverture d'un dialogue entre les parties en vue de rÃ©soudre les problÃ¨mes de sÃ©curitÃ© et de gestion de crise des rÃ©fugiÃ©s. A New York, le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU, Ban Ki-moon, a rencontrÃ© mardi le Minis des relations extÃ©rieures et de la coopÃ©ration internationale du Burundi, Alain AimÃ© Nyamitwe. Â« Le SecrÃ©taire gÃ©n a pris note des mesures de restauration de la confiance annoncÃ©es par le gouvernement du Burundi lors de sa rÃ©cente visite dans le pays et a dit attendre avec impatience leur mise en Å“uvre complÃ¨te Â», a dit son porte-parole dans un compte-rendu de cette rencontre. Â« Il a encouragÃ© le gouvernement Ã redoubler ses efforts pour trouver une solution politique Ã la crise actuelle grÃ¢ce Ã un dialogue inclusif Â».